

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Politische Grundfragen
Schlagworte	Religiöse Symbole, Beziehungen zur Europäischen Union (EU)
Akteure	Ki-moon, Ban
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2023

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bühlmann, Marc

Bevorzugte Zitierweise

Bühlmann, Marc 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Politische Grundfragen, Religiöse Symbole, Beziehungen zur Europäischen Union (EU), 2012.* Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Politische Grundfragen	1

Abkürzungsverzeichnis

EFD	Eidgenössisches Finanzdepartement
UNO	Organisation der Vereinten Nationen
AUNS	Aktion für eine unabhängige und neutrale Schweiz
SNB	Schweizerische Nationalbank
BAKOM	Bundesamt für Kommunikation
EU	Europäische Union
IV	Invalidenversicherung
EU-8	Estland, Lettland, Litauen, Polen, Slowakei, Slowenien, Tschechische Republik, Ungarn
FATCA	Foreign Account Tax Compliance Act
SBFI	Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation
EDA	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
SGV	Schweizerischer Gewerbeverband
FABI	Finanzierung und Ausbau der Eisenbahninfrastruktur
RPG	Raumplanungsgesetz
MINT	Fächer und Berufe aus den Bereichen Mathematik, Informatik, Naturwissenschaften und Technik.

DFF	Département fédéral des finances
ONU	Organisation des Nations unies
ASIN	Action pour une Suisse Indépendante et Neutre
BNS	Banque nationale suisse
OFCOM	Office fédéral de la communication
UE	Union européenne
AI	Assurance-invalidité
UE-8	Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie
FATCA	Foreign Account Tax Compliance Act
SEFRI	Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
USAM	Union suisse des arts et métiers
FAIF	Financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire
LAT	Loi sur l'aménagement du territoire
MINT	Branches et métiers des domaines Mathématiques, Informatique, sciences Naturelles et Informatique

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Politische Grundfragen

Politische Grundfragen

ANDERES
DATUM: 31.12.2012
MARC BÜHLMANN

Qu'est-ce qui figurait à l'agenda politique suisse en 2012? Quelles étaient les affaires les plus importantes au Parlement? Et qu'est-ce qui a interpellé le public intéressé par la politique? Les événements les plus importants en 2012 sont résumés ci-dessous et ensuite listés par thème. Les liens vous mèneront directement à ces objets et événements clés de l'année en cours. Hier finden Sie die deutsche Version dieses Artikels.

L'année politique 2012 a été marquée par des **controverses d'une dureté croissante dans le domaine de la politique étrangère**. Pourtant, la Suisse aurait pu se retrouver dans une situation bien plus confortable: elle a été largement épargnée par les difficultés économiques qu'ont rencontrées les pays de l'Union européenne. Cela s'est notamment traduit par un excédent budgétaire de CHF 1.3 milliards, par un marché du travail qui a résisté à la crise grâce à un faible taux de chômage et par une croissance économique certes modérée, mais s'inscrivant au-delà de la moyenne européenne. Le taux de change face à l'euro, qui a pu être maintenu au niveau de CHF 1.20 grâce aux interventions de la Banque nationale suisse, témoigne également de la force économique de la Confédération. Pourtant, la position de faiblesse de la Suisse dans le domaine de la politique extérieure aura été très visible au cours de l'année sous revue. Par exemple, il est possible de citer la mise en œuvre de l'accord FATCA avec les **Etats-Unis** qui aura pour effet d'affaiblir davantage le secret bancaire, les négociations avec les Etats-Unis portant sur les différends fiscaux qui traînent en longueur, ou également les accords avec **l'Allemagne** en matière d'imposition et de bruit aérien, qui ont échoué tous les deux. Les temps auront également été difficiles concernant les négociations avec l'Union européenne, celle-ci ayant continué d'être bloquées pour des raisons d'ordre institutionnel. En avril, l'activation de la clause de sauvegarde par le Conseil fédéral à l'égard de huit Etats de l'Est membres de l'Union européenne n'aura pas été favorable à l'amélioration des relations bilatérales, même s'il s'agissait d'une mesure entraînant des effets simplement symboliques. Cela laisse en tout cas entrevoir des temps difficiles pour le Département des affaires étrangères, repris par le Conseil fédéral Didier Burkhalter au début de l'année sous revue. Les citoyens suisses ont en revanche exprimé leur confiance envers la politique étrangère de la Confédération en rejetant massivement l'initiative populaire **«Accords internationaux: la parole au peuple»** de l'ASIN.

La décision prise par le Conseil fédéral en 2011 d'acquiescer à 22 avions de combat suédois du type **Gripen** a continué de faire des vagues dans les médias. Des rapports d'évaluation négatifs, un rapport d'enquête de la commission de la politique de sécurité qui a mis en avant les risques de l'achat, une attitude critique même de la part des partis bourgeois ainsi que des doutes exprimés par la population dans le cadre de sondages ont conduit à des marchandages laborieux. Le Conseil fédéral, qui a demandé 3.126 milliards de francs pour l'acquisition, n'a pas trouvé de solution politique au cours de l'année sous revue.

Des étapes importantes ont été franchies en 2012 dans les domaines de la **politique agricole et de l'aménagement du territoire**. Les Chambres se sont penchées sur la **politique agricole 2014-2017**. L'objectif en point de mire est une agriculture plus soutenable et plus performante d'un point de vue économique. La modification contestée des paiements directs a été soutenue par les deux Chambres. La révision partielle de la **loi sur l'aménagement du territoire (LAT)**, qui a été élaborée sous forme de contre-projet à l'initiative populaire pour le paysage, a été adoptée après bien des débats. C'est l'obligation de déclassement en cas de zones à bâtir surdimensionnées qui a fait l'objet de vives controverses. Cette disposition a non seulement été le déclencheur d'un référendum lancé par l'Union suisse des arts et métiers (USAM) ayant abouti, mais a également entraîné une querelle au sein du PDC. Comme l'obligation de déclassement aurait pour effet une réduction d'un grand nombre de zones à bâtir dans le canton du Valais, la section valaisanne du PDC a menacé de quitter le parti, puisque celui-ci s'était rallié au côté des partisans. La votation sur la LAT a été fixée au printemps 2013. En soutenant de manière surprenante **l'initiative populaire sur les résidences secondaires** et en rejetant trois initiatives populaires portant sur la

promotion de la propriété du logement, la population suisse s'est directement immiscée dans la politique territoriale. Alors que l'idée de l'épargne-logement devrait être écartée pour les prochaines années, l'initiative sur les résidences secondaires devrait échauffer les esprits longtemps encore. L'initiative qui a été acceptée par une courte majorité de 50.6 pourcent vise à limiter la part des résidences secondaires à 20 pourcent dans les communes. Suite à son acceptation, c'est la mise en œuvre de l'initiative populaire qui a été au centre des préoccupations. Ce sont surtout les régions touristiques concernées qui ont tenté d'exercer leur influence sur l'ordonnance transitoire, ce qui a poussé les initiateurs de «Helvetia Nostra» à saisir la justice.

Au cours de l'année sous revue, le Conseil fédéral a présenté sa **Stratégie énergétique 2050** dans laquelle il a réaffirmé sa décision historique prise l'année précédente de sortir de l'énergie nucléaire à l'avenir. Un premier paquet de mesure destiné à une transformation de l'approvisionnement énergétique en plusieurs étapes a été mis en consultation en automne 2012. Les initiatives populaires que les Vert'libéraux (au sujet d'une réforme fiscale écologique) et les Verts (demandant une sortie précoce de l'énergie nucléaire) ont déposées au cours de l'année sous revue, auront pour conséquence de placer la politique énergétique sur le devant de la scène pendant longtemps encore. En outre, par la signature d'un protocole supplémentaire avec la Fondation Centime Climatique, le gouvernement a tenté d'atteindre ses objectifs de **réduction des émissions de CO2** définis dans le cadre du protocole de Kyoto. Etant donné les mesures prises jusqu'à présent, ces objectifs sont encore loin d'être atteints.

La **politique de la santé** s'est illustrée par son manque de consensus en 2012. Durant l'année sous revue, le parlement a vidé de son contenu la sixième révision de l'assurance invalidité, les citoyen-ne-s ont massivement rejeté le projet «managed care», qui avait pourtant obtenu un large soutien au parlement, et les Chambres n'ont pas réussi à trouver un terrain d'entente s'agissant de la loi fédérale sur la prévention et la promotion de la santé. C'est le refus du Conseil des Etats qui a eu raison de cet objet parlementaire.

L'augmentation continue de la population – la population résidente a franchi le cap des 8 millions d'habitants en août 2012 – a entre autres des répercussions sur la **politique des transports**. Au cours de l'année sous revue, le Conseil des Etats s'est montré très généreux lors des délibérations portant sur le financement et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (**FAIF**). Pour des raisons en partie tactiques, la Chambre des cantons a intégré tellement de projets supplémentaires que le volume des investissements s'est établi à CHF 6.4 milliards, correspondant ainsi à une somme qui a quasiment doublé par rapport aux propositions du Conseil fédéral (celle-ci s'élevait à CHF 3,5 milliards). En même temps, le Conseil des Etats s'est prononcé en faveur d'une hausse du prix de la **vignette** à CHF 100 afin de pouvoir financer le réseau routier. Ces deux objets feront couler beaucoup d'encre en 2013. La décision du Conseil fédéral de vouloir construire un deuxième **tunnel routier au Gothard** en raison de l'assainissement nécessaire du premier a également suscité un grand intérêt médiatique. Selon le gouvernement, cette option présente des avantages financiers tout en respectant l'article constitutionnel sur la protection des Alpes. En effet, les deux tunnels ne compteraient respectivement qu'un seul tracé. Alors que les partis bourgeois, les associations économiques et le canton du Tessin ont salué cette décision, le camp rouge-vert ainsi que le canton d'Uri l'ont âprement critiquée.

La **politique de la famille** a joui d'un intérêt grandissant en 2012. Les Chambres se sont prononcées en faveur d'un nouvel article constitutionnel ayant pour but une meilleure conciliation travail-famille. Cette votation aura lieu en 2013 dans le cadre d'un référendum obligatoire. Dans son message, le Conseil fédéral a rejeté l'initiative populaire de l'UDC demandant une déduction fiscale pour la garde des enfants par leurs parents. En décembre, les deux initiatives populaires du PDC ont abouti. Celles-ci demandent des allègements fiscaux en faveur des familles et des couples mariés.

En 2012, avec l'importance croissante des événements politiques relatés par les médias, des personnes impliquées politiquement en Suisse ont été mises en face de leurs responsabilités. Evidemment, le cas «**Hildebrand**» et aussi le cas «**Zuppiger**» ont été initiés en 2011 déjà. Néanmoins, de nombreux effets qui en découlent sont perceptibles dans l'année sous revue. Le chef de la banque nationale Philipp Hildebrand a démissionné après qu'on l'ait accusé d'avoir utilisé l'introduction du taux plancher afin de s'enrichir personnellement. Finalement, un procédé pénal était ouvert contre Christoph Blocher. En effet, c'est lui qui avait fait éclater l'affaire avec des dossiers

bancaires secrets présentés au Conseil fédéral. Bruno Zuppiger, encore candidat potentiel au Conseil fédéral en 2011, a été accusé d'abus de confiance pour avoir détourné les fonds d'un héritage. Après de longues hésitations et une grande pression issue de son parti, Zuppiger s'est retiré du Conseil national. Un véritable scandale au sein de l'administration fédérale, portant le nom d'**Insieme**, est également resté dans tous les esprits. Les coûts d'un projet informatique décidé en 2001 ont échappé à tout contrôle, de telle manière qu'il a dû être arrêté, avoisinant des pertes de CHF 105 millions. Une enquête administrative a révélé plusieurs incohérences dans l'octroi de certains projets.

S'agissant des élections cantonales, les **partis** ont connu fortunes diverses. Les Verts libéraux et le PBD de Martin Landolt, qui a été élu à la tête du parti, ont progressé. Le PLR, récemment présidé par Philipp Müller et qui a finalisé le processus de fusion avec le parti libéral en 2012, a su étonnamment bien maintenir ses acquis. En revanche, la spirale négative s'est poursuivie pour le PDC, qui a fêté ses 100 ans d'existence. Les Verts, dorénavant dirigés par une co-présidence composée d'Adèle Thorens et de Regula Rytz, ont également dû essuyer de lourdes pertes. Quant aux socialistes, ils ont pu légèrement progresser. Les deux partis de gauche ont attiré l'attention en refusant des dons émanant des grandes banques. Pour ce qui est de l'UDC, la tendance négative entamée lors des élections fédérales en 2011 s'est confirmée en tout cas au début de l'année 2012, ce qui a provoqué quelques critiques internes qui n'ont cependant pas été pris en compte par la direction du parti. Le fait que l'UDC continue d'occuper avec succès le domaine de la politique d'asile, son thème de prédilection, s'est de nouveau vérifié lors du durcissement de la loi sur l'asile. Cette révision n'a pas seulement été adoptée par l'UDC, mais également par le PLR et le PDC. Le PS ayant même renoncé à lancer le référendum, ce sont finalement les Jeunes Verts qui ont assumé cette tâche. Au cours de l'année sous revue, les Démocrates Suisses ont montré des signes de désintégration. Suite à la non-réélection de leurs deux députés dans le canton d'Argovie, le parti n'a plus d'élus au niveau cantonal.

La stratégie consistant à exploiter les instruments de la démocratie directe à des fins partisans, a de plus en plus été utilisée par les partis. Cela s'est vérifié dans les faits avec onze initiatives populaires qui ont été lancées et l'aboutissement de dix textes en 2012, alors que 20 initiatives se trouvent au stade de la récolte des signatures. Au total, les citoyen-ne-s se sont prononcés sur sept initiatives populaires (et deux contre-projets). La récolte des signatures s'avère être cependant un exercice fort délicat. Ainsi, le PDC et les Verts libéraux ont dû batailler ferme afin qu'aboutissent leurs projets respectifs. Le PLR – également guère expérimenté en matière de récolte de signatures – n'a pas réussi à faire aboutir son initiative populaire s'intitulant «stop à la bureaucratie». La qualification d'une initiative constitutionnelle ne constitue que la première étape. Le chemin menant au scrutin peut parfois être très long, comme en témoigne l'exemple de **l'initiative populaire contre les rémunérations abusives**. Déposée en 2008, les Chambres ne sont parvenues à élaborer un contre-projet indirect qu'après une véritable odyssee et plusieurs prolongations de délai. Le parlement a néanmoins démontré qu'il savait travailler de manière plus efficace, comme l'illustre le cas de l'initiative socialiste visant à établir une **caisse de maladie unique**. Afin que le parti socialiste ne puisse tirer profit de cette initiative lors de l'année électorale 2015, plusieurs interventions parlementaires ont été déposées demandant au Conseil fédéral de renoncer à élaborer un contre-projet. Il arrive également que des initiatives soient couronnées de succès au cours des délibérations parlementaires. Cela est le cas lorsque des plans alternatifs ou atténués prennent forme dans le cadre de contre-projets directs et indirects. Au cours de l'année sous revue, par exemple, les citoyen-ne-s ont eu l'occasion de se prononcer sur deux contre-projets élaborés par le parlement mais issus de deux initiatives populaires qui ont été retirées entre temps – l'arrêté fédéral sur la **promotion de la formation musicale** des jeunes ainsi que l'arrêté fédéral concernant **la réglementation des jeux d'argent** en faveur de l'utilité publique. Rarement, mais de plus en plus souvent, les initiatives atteignent leur objectif premier, c'est-à-dire le soutien du peuple et des cantons devant les urnes. Depuis 1871, 19 initiatives populaires ont été acceptées, dont plus de la moitié depuis 1990 (soit onze textes). Au cours de l'année sous revue, l'initiative sur les résidences secondaires a réussi cet exploit. Il est évident que l'adoption d'une initiative ne garantit pas que celle-ci produise automatiquement les effets escomptés. Le texte porte sur la constitution, alors que l'élaboration des dispositions d'exécution spécifiques au niveau des lois incombe au Conseil fédéral et au parlement. La mise en œuvre s'avère difficile lorsqu'une initiative déroge aux droits fondamentaux, à des principes constitutionnels ou à des accords internationaux. De possibles solutions à ces problèmes ont fait l'objet de vives discussions au cours de l'année sous revue, l'introduction d'une juridiction

constitutionnelle ayant été de nouveau rejetée par les Chambres. Il conviendra d'observer si ces difficultés d'implémentation conduiront les initiateurs à formuler des textes plus astreignants ou si une interprétation à la lettre, comme le demande **l'initiative de mise en œuvre** de l'UDC, sapera le système démocratique semi-direct et son équilibre des pouvoirs entre citoyens et autorités politiques.

Problèmes politiques fondamentaux:

- La proposition d'introduire la juridiction constitutionnelle a échoué suite à de longues discussions.
- Deux interventions parlementaires ont demandé un accès libre au Grütli, également pour les manifestations de parti.
- L'ONU a tiré un bilan positif quant au respect des droits de l'homme par la Suisse, mais elle a recommandé de vérifier au préalable la compatibilité des initiatives populaires avec les droits fondamentaux.
- La confiance de la population envers les institutions politiques reste élevée.
- Le projet Expo Lac de Constance-Suisse orientale 2017 a continué à se concrétiser.

Ordre juridique:

- Le Conseil fédéral a approuvé l'accord avec les Etats-Unis sur l'échange de données concernant des terroristes connus ou présumés.
- Le Tribunal fédéral a agréé partiellement le recours de Google Streetview.
- Le Conseil fédéral a présenté la stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques.
- Le Conseil fédéral a été d'accord avec la solution concernant l'affaire Tinner.
- À Berne, 10'000 jeunes ont manifesté contre la lourdeur de la vie nocturne.
- Le parlement a décidé la réintroduction de l'investigation secrète.
- Désormais, la consommation de cannabis sera passible d'une amende d'ordre de CHF 100.
- Le parlement a approuvé la loi concernant l'imprescriptibilité des actes de pornographie infantine.
- Le Conseil fédéral a présenté un contre-projet indirect à l'initiative «Pour que les pédophiles ne travaillent plus avec des enfants».
- L'UDC a lancé une initiative populaire de mise en œuvre pour le renvoi effectif des étrangers criminels.
- La Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police a décidé la révision du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives.
- Le parlement a adopté la loi contre les mariages forcés.

Institutions et droits populaires:

- Le Conseil fédéral et le parlement ont recommandé de rejeter l'initiative populaire portant sur l'élection du Conseil fédéral par le peuple.
- La réforme de la direction de l'Etat a accouché d'une souris.
- Le projet informatique «Insieme» au sein du DFF s'est enlisé et a dû être annulé; CHF 105 millions ont été dilapidés.
- Les Chambres ont adopté la révision de la loi sur le personnel de la Confédération.
- En 2012, Maya Graf a été la première présidente du Conseil national issue des Verts.
- En raison d'erreurs dans le comptage des votes établies par des enregistrements vidéo, le Conseil des Etats a été contraint de reconsidérer une intervention parlementaire demandant l'introduction d'une installation de comptage électronique.
- L'accréditation de lobbyistes a été l'objet de plusieurs débats au sein du parlement.
- Le oui à la votation sur les résidences secondaires a constitué la dix-neuvième acceptation d'une initiative populaire depuis 1891.

Structures fédéralistes:

- Plusieurs cantons ont tenté d'augmenter leur influence sur la politique fédérale en créant des postes de lobbyiste.
- Le Conseil des Etats n'a donné sa garantie à la nouvelle constitution du canton de Schwyz que par une courte majorité. Le nouveau système de vote proportionnel reste très controversé.
- Les chiffres présentés en juillet au sujet de la péréquation financière ont provoqué des altercations entre les cantons et une discussion portant sur les limites de la solidarité intercantonale.
- Une initiative demandant la réunification des deux Bâles a été lancée.
- Les cantons de Berne et du Jura ont signé une déclaration d'intentions ayant pour objectif une votation portant sur le processus concernant la création d'un nouveau canton se composant du canton du Jura et du Jura bernois.

Elections:

- Lors des élections parlementaires dans huit cantons, les nouveaux partis du centre (PBD et Verts/libéraux) ont progressé, alors que l'UDC et les Verts ont subi des pertes importantes.
- Pour le PDC, la tendance négative s'est poursuivie; le PLR a pu conserver ses acquis, voire même progresser.
- Suite au revers subis dans le canton d'Argovie, les Démocrates Suisses ne sont plus représentés dans aucun parlement cantonal.
- Les attaques de l'UDC lors de six des huit élections à l'exécutif cantonal ont échoué à l'exception du canton de Schwyz où l'UDC a évincé le PS du gouvernement.
- Dans le canton de Vaud, les femmes ont formé pour la première fois une majorité au sein d'un gouvernement cantonal.
- Lors des élections parlementaires, les femmes ont fait partie des perdantes: dans cinq élections cantonales sur huit et trois élections communales sur quatre, la part des femmes a diminué.
- Grâce à l'élection de son président Christian Levrat, le PS fribourgeois a défendu son siège au Conseil des Etats, qui était à pourvoir suite à l'élection d'Alain Berset au Conseil fédéral.

Politique étrangère:

- Le conseiller fédéral Didier Burkhalter a pris la direction du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).
- Le parlement a octroyé un crédit de CHF 11.35 milliards pour la coopération internationale 2013-2016.
- Le Conseil fédéral a activé la clause de sauvegarde envers les Etats de l'UE-8.
- Les questions institutionnelles ont continué à bloquer les relations bilatérales avec l'UE.
- L'Allemagne et les Etats-Unis ont maintenu la pression sur la place financière suisse lors des négociations d'accords de double-imposition.
- Le peuple a refusé l'initiative de l'ASIN «La parole au peuple!».
- La Suisse a pris position sur le conflit syrien en instaurant des sanctions contre le régime.
- La Suisse a fêté ses 10 ans d'adhésion à l'ONU et a reçu son secrétaire général Ban Ki-Moon.
- La Suisse a accueilli à Berne le Prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi et a ouvert une ambassade au Myanmar.

Armée:

- Lors de plusieurs interventions, le Conseil fédéral a été prié de proposer des mesures permettant mieux concilier l'école de recrues et les études, ou, en d'autres termes, la vie professionnelle et l'armée.
- L'ambassade de Suisse à Tripoli (Libye) a dû être protégée par des membres de l'armée.
- Les bâtiments de l'armée seront assainis pour un montant de CHF 407 millions.
- Avec le programme d'armement 2012, le Conseil fédéral a sollicité l'achat de 22 avions de combat de type Gripen au constructeur suédois Saab. L'affaire du remplacement partiel du Tiger a fait beaucoup de bruit et suscité de nombreuses critiques.
- Le Conseil national s'est exprimé contre l'initiative «Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire», qui avait abouti en début d'année.
- Dans un rapport, le Conseil fédéral a esquissé l'avenir de la protection civile après 2015.

Politique économique:

- Le produit intérieur brut de la Suisse a cru d'un pourcent au cours de l'année sous revue.
- Dans le cadre du projet Swissness, le Conseil national et le Conseil des Etats étaient en désaccord quant aux critères qui devaient permettre une meilleure protection de la «marque suisse».
- Le peuple a adopté le contre-projet à l'initiative «pour des jeux d'argent au service du bien commun».
- Le Conseil fédéral a soumis un message relatif à une révision de la loi sur les cartels.
- Le parlement a élaboré un contre-projet indirect à l'initiative populaire contre les rémunérations abusives.

Crédit et monnaie:

- La Banque nationale a acquis une quantité importante de devises pour maintenir le

cours plancher face à l'Euro.

- Le président de la BNS a été soupçonné d'avoir utilisé l'introduction du taux plancher pour son enrichissement personnel, il a démissionné.
- Le parlement a approuvé les ordonnances concernant les régulations des grandes banques («Too-big-to-fail»).
- Le conflit fiscal avec les USA n'a franchi aucune étape supplémentaire. L'accord sur l'impôt libérateur avec l'Allemagne n'a pas abouti.
- Avec l'adoption de la loi sur l'assistance administrative et de l'accord visant à faciliter la mise en œuvre de la FATCA, le secret bancaire s'est une fois de plus affaibli.

Agriculture:

- Les Chambres ont débuté en automne les délibérations parlementaires sur la politique agricole 2014-2017.
- Le référendum contre la révision de la loi sur les épizooties a échoué dans les urnes.
- Les turbulences à propos du marché laitier récemment libéralisé ont occupé les représentants des interprofessions concernés et le parlement.
- Le parlement a adopté et la révision de la loi sur la protection des animaux et la loi fédérale sur la circulation des espèces de faune et de flore protégées.
- Une initiative populaire visant à protéger les grands prédateurs tels que l'ours, le loup et le lynx a été déposée auprès de la Chancellerie fédérale.

Finances publiques:

- Le parlement a adopté un durcissement de l'imposition forfaitaire.
- Le Conseil fédéral a préparé la réforme de l'imposition des entreprises III.
- Le Conseil fédéral a soumis au parlement un message portant sur le programme de consolidation et de réexamen des tâches 2014.
- Les comptes 2012 ont affiché un excédent de CHF 1.3 milliards, un résultat nettement supérieur aux prévisions.
- Le budget 2013 a prévu un déficit de CHF 450 millions.

Energie:

- Le Conseil fédéral a mis en consultation la Stratégie énergétique 2050.
- L'initiative populaire des Verts libéraux destinée à introduire une réforme fiscale écologique a abouti.
- Swissgrid a repris le réseau suisse de transport de l'électricité.
- Les Verts ont déposé une initiative populaire demandant la sortie de l'énergie nucléaire.
- Des experts ont émis des doutes quant à l'indépendance des instances de sécurité nucléaire.
- Le Tribunal fédéral administratif a fixé un délai à l'exploitation de la centrale nucléaire de Mühleberg.

Transports et communications:

- Le Conseil des Etats a délibéré sur le FAIF et a massivement augmenté les crédits.
- La décision prise par le Conseil fédéral de construire un deuxième tunnel routier au Saint-Gothard a suscité l'émoi.
- Suite à l'élimination de divergences, le parlement a adopté le paquet de mesures du programme «via sicura» ainsi que la dernière partie de la réforme des chemins de fer 2.
- Le Conseil national a voulu augmenter le prix de la vignette à CHF 70, le Conseil des Etats à CHF 100.
- La mise aux enchères de fréquences de téléphonie mobile a rapporté CHF 997 millions de à la Confédération.
- Dans la dispute qui oppose l'Allemagne à la Suisse sur le bruit de trafic aérien, une solution s'est étonnamment profilée à l'horizon, mais l'accord n'a pas convaincu toutes les parties impliquées et a été mis en veilleuse par l'Allemagne.

Aménagement du territoire et logement:

- Le premier concept tripartite pour promouvoir un développement territorial durable a été adopté.
- L'Union suisse des arts et métiers a lancé avec succès le référendum contre la révision partielle de la loi sur l'aménagement du territoire, qui avait été proposée comme contre-projet indirect à l'initiative pour le paysage.
- Le peuple et les cantons ont accepté avec une très faible majorité l'initiative populaire «Halte aux constructions envahissantes de résidences secondaires». Le Conseil fédéral a aussitôt réalisé une ordonnance de transition entrée en vigueur le 1.1.13.

- En refusant trois initiatives populaires le peuple suisse s'est exprimé à plusieurs reprises contre un renforcement de l'encouragement à la propriété du logement.

Protection de l'environnement:

- L'initiative populaire «économie verte» lancée par le parti des Verts a abouti.
- Après l'expiration du délai référendaire concernant la révision de la loi sur le CO₂, le comité interpartis a retiré son initiative «pour un climat sain» au profit du contre-projet entré en vigueur.
- Afin d'atteindre l'objectif de réductions de CO₂ requis par le protocole de Kyoto, le Conseil fédéral a signé un contrat additionnel avec la Fondation Centime Climatique.
- La loi sur la protection des eaux, entérinée l'année précédente, ainsi que l'ordonnance correspondante, ont été décisives pour le dépôt de nombreuses initiatives cantonales.
- Suite à une motion, la distribution de sacs plastiques à la caisse des magasins sera dorénavant interdite.
- Le parlement a ratifié la Convention européenne du paysage.

Population et travail:

- La population résidente permanente de la Suisse a franchi la barre des 8 millions de personnes en août de l'année sous revue.
- Le Conseil fédéral a activé la clause de sauvegarde à l'égard des pays de l'Est de l'UE.
- Le taux de chômage a légèrement augmenté.
- Dans le cadre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes, le parlement a introduit la responsabilité solidaire dans le domaine de la construction.
- Les salaires nominaux ont progressé de 0,8%, les salaires réels de 1,5 pourcent.
- Le parlement fédéral s'est prononcé en faveur d'une libéralisation des heures d'ouverture des magasins de stations-services.
- Le peuple a rejeté l'initiative «6 semaines de vacances pour tous».

Santé, assistance sociale, sport:

- Les Chambres ont adopté plusieurs objets relatifs aux droits et à la sécurité des patients.
- La loi sur les épidémies a été renouvelée et améliorée.
- Dans le domaine des soins, les possibilités de formations et de formations en continu doivent être promues et le personnel doit bénéficier d'une rémunération plus importante.
- La formation de futurs médecins doit être garantie par des mesures portant sur l'accès et la mise en place d'un nombre suffisant de places de formation.
- Sur initiative du Conseil national, CHF 70 millions ont été débloqués afin d'améliorer les installations sportives importantes.
- Le gouvernement grison et le Conseil fédéral ont donné leur accord à une candidature pour les jeux d'hiver 2022.

Assurances sociales:

- Le Gouvernement a annoncé une réforme globale du 1er et du 2e pilier.
- Le premier volet de la 6e révision de l'AI est entré en vigueur.
- La grande partie du 2e volet de la 6e révision de l'AI a été démantelée lors des débats parlementaires.
- Les Chambres ont entériné uniquement la nouvelle réglementation concernant la prise en charge des traitements stationnaires hospitaliers pour les rentiers AI.
- L'initiative «pour une caisse publique d'assurance-maladie» a abouti; le Conseil fédéral s'est attelé à l'élaboration d'un contre-projet indirect.
- Le peuple a clairement refusé la révision de la loi sur l'assurance-maladie (Managed Care).

Groupes sociaux:

- L'UDC a utilisé les instruments de la démocratie directe en déposant une initiative «contre l'immigration de masse» et en lançant une initiative de mise en œuvre pour faire appliquer sa première initiative «pour le renvoi des étrangers criminels».
- Les tours de vis apportés à la loi sur l'asile ont fait couler beaucoup d'encre. Un référendum a été lancé par les jeunes verts.
- Le parlement a tenté de trouver des solutions pour faire face à la pénurie de logements touchant les requérants d'asile.
- Avant de passer devant le peuple en 2013, le parlement a arrêté sa position sur le changement constitutionnel demandant un nouvel article sur la famille.
- Le Conseil national a accepté de donner le droit aux partenaires de même sexe d'adopter les enfants de leur conjoint.

- La politique familiale a été au centre des préoccupations du PDC qui a déposé deux initiatives visant à aider les familles.

Enseignement et recherche:

- Les questions de formation et de recherche concerneront désormais le département de l'économie avec la formation d'un Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI).
- De nombreuses mesures visant à promouvoir les formations MINT ont été prises.
- L'arrêté fédéral sur la promotion musicale des jeunes a été approuvé par 77.2 pourcent des voix.
- Le niveau de la maturité fédérale a été longuement débattu.
- L'initiative sur les bourses d'étude a abouti.
- La loi sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation a été révisée, avec notamment comme objectif un Swiss Innovation Park.

Culture, langues, églises:

- L'Office fédéral de la culture a publié la «liste des traditions vivantes en Suisse».
- Le peuple a refusé la loi sur la réglementation du prix du livre.
- La thématique des droits d'auteur a occupé le parlement.
- La dispute linguistique dans les Grisons a échauffé les esprits.
- Le Tribunal fédéral a confirmé la possibilité de sortie partielle de l'église.

Médias:

- Le Conseil fédéral a été chargé d'élaborer un concept général du paysage médiatique suisse afin de garantir le rôle étatique et démocratique des médias.
- L'OFCOM a accordé au total CHF 50 millions à l'aide à la presse.
- La redevance de réception pour la télévision et la radio, jusqu'à présent imposée à l'unité, sera remplacée par une redevance payée par tous les ménages et entreprises.
- Une étude de Publicom a conclu que la situation économique des radios privées et télévisions régionales en Suisse pouvait toujours être qualifiée de mitigée.

Partis

- Le Conseil fédéral a décidé de patienter avant la mise en œuvre des recommandations du GRECO pour améliorer la transparence des finances des partis.
- Quelques partis, pourtant bien établis, ont peiné à récolter les signatures nécessaires pour leurs initiatives populaires lancées l'année passée; l'initiative du PLR contre la bureaucratie n'a pas réussi à atteindre le quorum requis.
- Le PBD, le PLR et les Verts ont renouvelé leur comité directeur, le PS et l'UDC ont élu un nouveau président de groupe.
- Le PBD, le PLR, le PVL, les Verts et l'UDC ont élargi leurs instances dirigeantes.
- Le PS et les Verts ont refusé les offres de dons provenant des grandes banques.
- Le processus de fusion entre le PLR et le PL, démarré en 2009, s'est achevé par l'union des sections vaudoises.
- Le PDC a fêté son 100e anniversaire au cours de l'année sous revue.
- L'UDC a attiré l'attention des médias plus grâce à ses représentants que grâce à sa politique.

Associations et autres groupes d'intérêt

- Economiesuisse, L'Union suisse des arts et métiers, l'Union suisse des paysans, le syndicat Unia et la Fédération des médecins suisses FMH ont élu de nouvelles personnes à leurs présidences.
- Le commerce de détail ainsi que le secteur de l'hôtellerie et de la restauration ont recherché des possibilités afin de faire face au franc fort.
- Trois entreprises leader sur le marché de la communication ont quitté l'association des télécommunications ASUT.
- Par le retrait d'Employés Suisse, l'association faïtière syndicale a perdu 22 000 membres.
- L'initiative populaire «Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire» lancée par le GSsA a abouti.